

Mandat de la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats

Réf. : AL LBN 2/2023

(Veuillez utiliser cette référence pour répondre)

27 mars 2023

Excellence,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous en ma qualité de Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats, conformément à la résolution 44/8 du Conseil des droits de l'homme.

Comme vous le savez, le 4 août 2020, une énorme explosion de matériaux inflammables a détruit le port de Beyrouth et causé d'importants dégâts dans la capitale libanaise. 218 personnes ont été tuées par l'explosion, 7000 ont été blessées et environ 300 000 personnes ont été déplacées. Des produits chimiques dangereux ont été libérés lors de l'explosion, notamment du gaz ammoniac, qui peuvent avoir des effets néfastes sur la santé humaine et l'environnement.

Dans ce contexte, je souhaiterais attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur des informations que j'ai reçues concernant des ingérences dans le processus judiciaire, qui causent des délais indus et préjudiciables, et des préoccupations que la justice ne soit être établie dans l'affaire d'explosion du 4 août 2020 (« l'explosion du port de Beyrouth »).

Le 17 août 2021, le mandat que je représente avait déjà exprimé ses inquiétudes dans une communication adressée au Gouvernement de votre Excellence (AL LBN 7/2021), concernant les ingérences présumées dans les processus légaux concernant l'explosion du port de Beyrouth. En notant que le Gouvernement de votre Excellence a répondu à cette lettre le 15 octobre 2021, des inquiétudes continuent et sont devenues plus graves en vue des événements récents.

Selon les informations reçues :

À la suite de l'explosion dévastateur du port, des manifestants, pour la plupart pacifiques, se seraient rassemblés pour exprimer leur colère face à ce qu'ils considèrent comme la corruption et l'inaptitude du gouvernement. Les 8 et 9 août 2020, les manifestants auraient été accueillis par les forces de sécurité qui auraient fait usage de gaz lacrymogène, de balles en caoutchouc et, selon certains témoins, de balles réelles. Des centaines de manifestants auraient été blessés.

En février 2021, le juge Tarek Bitar aurait été assigné à l'enquête. Il est le deuxième juge à être nommé. Des rapports indiquent que l'enquête aurait souffert de nombreuses interférences qui toucheraient à l'indépendance judiciaire dans le cadre de l'affaire de l'explosion du port de Beyrouth. Suite à ses enquêtes, le juge aurait tenté de poursuivre un certain nombre de hauts responsables, dont des anciens ministres du gouvernement, des officiers de l'armée, et des hauts responsables de la sécurité, entre autres. Ces efforts auraient été largement rejetés ou retardés.

En octobre 2021, Hezbollah et Amal auraient organisé des manifestations appelant à la destitution du juge Bitar ; plusieurs personnes auraient été tuées ou blessées au cours de ces manifestations.

Les politiciens soupçonnés dans cette affaire auraient déposé à plusieurs reprises des demandes de destitution du juge Bitar. Ces demandes, qui auraient été rejetées ou retardées faute de quorum dû au départ à la retraite de nombreux magistrats siégeant à l'assemblée plénière de la Cour de cassation, ont entraîné la suspension de l'instruction pendant 13 mois.

Le 23 janvier 2023, le juge Bitar a annoncé qu'il reprenait l'enquête sur l'explosion du port de Beyrouth, déterminant que les efforts pour le renvoyer constitueraient une violation de la séparation des pouvoirs. Le même jour, il aurait ordonné la libération de cinq détenus dans cette affaire et ouvert des poursuites contre huit nouveaux suspects, parmi lesquels figureraient un certain nombre de hauts responsables, y compris le procureur général [REDACTED]. Le 25 janvier, [REDACTED] aurait inculpé le juge Bitar de plusieurs crimes, dont « usurpation de pouvoir », et lui aurait imposé une interdiction de voyager.

En plus des accusations portées contre le juge Bitar et les nombreuses demandes déposées prétendument dans le but de le retirer de l'affaire de l'explosion du port de Beyrouth, une campagne en cours via la télévision et les médias sociaux aurait également été entreprise dans le but de le discréditer. Le juge Bitar aurait reçu des menaces de mort crédibles et il vit sous protection militaire.

De nombreuses familles de victimes de l'explosion du port de Beyrouth auraient exprimé leur espoir en janvier 2023 pour que la relance de l'enquête du juge Bitar conduisent à des poursuites. Cependant, les événements qui ont suivi, en particulier les accusations portées contre le juge Bitar par le procureur général, les auraient fait craindre une impunité persistante. Vues les allégations d'incursions dans l'indépendance du pouvoir judiciaire, certains survivants chercheraient ailleurs justice et rendement de comptes, et beaucoup ont demandé au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies d'établir une mission internationale d'enquête sur l'explosion.

Sans préjuger de l'exactitude des informations reçues, je souhaite exprimer mes graves préoccupations concernant l'ingérence dans l'indépendance judiciaire du juge Bitar, dont la capacité à exercer ses fonctions judiciaires sans restriction, pressions, menaces ou ingérence directe de la part de responsables gouvernementaux et de groupes armés est garanti par les normes internationales. Si elles sont confirmées, les menaces, accusations et autres efforts visant à bloquer le travail du juge Bitar constitueraient des violations importantes de l'indépendance judiciaire du juge Bitar, ainsi que de son droit à la sécurité personnelle et à la vie.

En outre, les obstacles rencontrés dans la progression de l'affaire ont été si importants qu'ils ont un impact sur la capacité même de la justice libanaise à garantir la responsabilité des actes et omissions qui ont conduit à l'explosion du 4 août 2020. Les familles des victimes, les survivants de l'explosion et les personnes touchées par les conséquences ont tous droit à un recours dans cette affaire. Malgré les efforts continus du juge Bitar pour découvrir les faits, appliquer la loi et garantir ainsi la

responsabilité des responsables, je crains que l'enquête ne soit effectivement empêchée et que justice ne soit rendue aux victimes.

Le gouvernement libanais est tenu par le droit international des droits de l'homme d'enquêter, de poursuivre et de punir les responsables de tout crime ayant pu conduire à l'explosion du port de Beyrouth. L'explosion a causé des pertes humaines tragiques, d'importants dégâts matériels et des atteintes à la sécurité économique de larges couches de la population libanaise. Le gouvernement libanais doit prendre des mesures immédiates pour assurer la sécurité du juge Bitar et de sa famille, mettre un terme à toute tentative d'ingérence dans son enquête et veiller à ce qu'il puisse poursuivre son travail avec les ressources, les mesures de sécurité et le personnel dont il a besoin pour faire son travail. En outre, les survivants et les familles des victimes de l'explosion du port de Beyrouth ont droit à un recours. Ce droit ne peut être garanti que par le travail effectif d'un personnel judiciaire indépendant.

En relation avec les faits allégués ci-dessus, je vous prie de bien vouloir vous référer à l'annexe ci-jointe qui énonce **les textes relatifs aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits de l'homme**.

Comme il est de ma responsabilité, en vertu du mandat qui m'a été confié par le Conseil des droits de l'homme, de solliciter votre coopération pour tirer au clair les cas qui ont été portés à mon attention, je serais reconnaissante au Gouvernement de votre Excellence de ses observations sur les points suivants :

1. Veuillez me transmettre toute information ou tout commentaire complémentaire en relation avec les allégations susmentionnées.
2. Veuillez identifier les mesures prises par le gouvernement de Votre Excellence pour s'assurer la sécurité du juge Bitar est lui permettre d'exercer ses fonctions judiciaires sans restriction, menaces, ingérence ou influence indue.
3. Veuillez identifier les mesures prises par le gouvernement de Votre Excellence pour garantir que les familles des victimes, les survivants de l'explosion et les personnes touchées par les conséquences de l'explosion du port de Beyrouth puissent accéder à la justice et au droit à un recours.

Cette communication, ainsi que toute réponse reçue du gouvernement de votre Excellence, seront rendues publiques dans un délai de 60 jours sur le [site internet](#) rapportant les communications. Elles seront également disponibles par la suite dans le rapport habituel présenté au Conseil des Droits de l'Homme.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, je prie le Gouvernement de votre Excellence de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des droits et des libertés des individus mentionnés, de diligenter des enquêtes sur les violations qui auraient été perpétrées et de traduire les responsables en justice. Je prie aussi votre Gouvernement d'adopter, le cas échéant, toutes les mesures nécessaires pour prévenir la répétition des faits mentionnés.

Je pourrai exprimer publiquement mes préoccupations dans un proche avenir car je considère que l'information reçue est suffisamment fiable pour signaler une

question justifiant une attention immédiate. J'estime également que l'opinion publique se doit d'être informée des répercussions potentiellement occasionnées par les faits allégués. Le communiqué de presse indiquera que j'ai pris contact avec le Gouvernement de votre Excellence afin de clarifier le sujet en question.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

Margaret Satterthwaite
Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats

Annexe

Références aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits de l'homme

En relation avec les faits et préoccupations allégués ci-dessus, l'indépendance du pouvoir judiciaire est prescrite, entre autres, dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), ratifié par le Liban le 3 novembre 1972.

L'article 14 du PIDCP dispose que « toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial établi par la loi ». L'adhésion de votre pays à ce traité signifie qu'il doit, entre autres, adopter toutes les mesures appropriées pour garantir l'indépendance de la justice et protéger les juges de toute forme d'influence politique dans leur prise de décision.

Dans son observation générale n° 32 (2007) sur le droit à l'égalité devant les cours et tribunaux et à un procès équitable, le Comité des droits de l'homme a noté que l'exigence d'indépendance se réfère, en particulier, à la procédure de nomination des juges ; les garanties relatives à leur sécurité d'occupation ; les conditions de promotion, de mutation, de suspension et de cessation de leurs fonctions ; et l'indépendance réelle du pouvoir judiciaire vis-à-vis de l'ingérence politique de l'exécutif et du législatif. Une situation où les fonctions et les compétences du judiciaire et de l'exécutif ne sont pas clairement distinguées, ou où ce dernier est en mesure de contrôler ou de diriger le premier, est incompatible avec la notion de tribunal indépendant (par. 19).

Le principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire a également été inscrit dans un grand nombre d'instruments juridiques des Nations Unies, y compris les Principes de base des Nations Unies relatifs à l'indépendance du pouvoir judiciaire (ci-après, les principes). Les Principes prévoient, entre autres, qu'il est du devoir de toutes les institutions gouvernementales et autres de respecter et d'observer l'indépendance du pouvoir judiciaire (principe 1) ; que les juges tranchent les affaires dont ils sont saisis avec impartialité (...) sans aucune restriction, influence indue, incitation, pression, menace ou ingérence, directe ou indirecte, de quelque part ou pour quelque raison que ce soit (principe 2) ; et qu'il n'y aura aucune ingérence inappropriée ou injustifiée dans le processus judiciaire, et que les décisions judiciaires des tribunaux ne seront pas sujettes à révision (principe 4).

De même, les Principes de base relatifs à l'indépendance du pouvoir judiciaire, adoptés par les Nations Unies en 1990, établissent que toutes les institutions gouvernementales et autres doivent respecter et se conformer à l'indépendance du pouvoir judiciaire (principe 1) et que les juges régleront les affaires de manière impartiale, sur la base des faits et conformément à la loi, « sans aucune restriction et sans influence, incitation, pression, menace ou ingérence indue, directe ou indirecte, de quelque secteur que ce soit ou pour quelque raison que ce soit » (principe 2).

Les principes de base établissent également qu'« [a]ucune ingérence indue ou injustifiée ne sera faite dans le processus judiciaire » (principe 3), et que toute personne a le droit d'être jugée par les tribunaux ordinaires de justice conformément aux procédures légalement établies. (Principe 3) Le principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire « autorise et oblige le pouvoir judiciaire à garantir que la procédure

judiciaire se déroule conformément à la loi, ainsi que dans le respect des droits des parties » (principe 6).

Dans son rapport à l'Assemblée générale en 2020, le Rapporteur spécial a souligné que les normes internationales établissent que les magistrats jouissent d'un certain degré d'immunité en matière civile ou pénale. L'immunité judiciaire découle du principe d'indépendance judiciaire et vise à protéger les juges contre toute forme d'intimidation, d'obstruction, de harcèlement ou d'ingérence indue dans l'exercice de leur fonction professionnelle. S'ils ne bénéficiaient pas d'un certain degré d'immunité, des actions civiles ou pénales pourraient être utilisées comme une forme de coercition ou de représailles pour saper la prise de décision impartiale et indépendante, détournant les ressources et le temps des tribunaux qui pourraient être utilisés dans l'exécution de leurs fonctions habituelles. Le Rapporteur spécial a souligné que l'immunité judiciaire n'est pas générale, mais limitée aux décisions prises par les juges ou aux actes accomplis de bonne foi dans l'exercice des fonctions judiciaires (immunité fonctionnelle) (A/75/172, par. 43-Quatre. Cinq).

Dans le même rapport, le Rapporteur spécial a documenté le schéma des différents types de sanctions « déguisées » imposées aux magistrats dans le but de harceler, de punir ou d'entraver d'une autre manière l'exercice légitime de leur activité professionnelle. Les sanctions secrètes prennent de nombreuses formes, allant de formes « légères » de harcèlement (par exemple, un déménagement dans un bureau plus petit) à des pressions ou des menaces fortes et continues.

Le rapport souligne que de nombreux juges ont été victimes de « harcèlement judiciaire » - l'utilisation malveillante et souvent simultanée de procédures disciplinaires, de procédures civiles et/ou de poursuites, comme tactique pour imposer des représailles ou contraindre à forcer un juge à rejeter l'examen d'un dossier. Le transférer à une autre cour ou à un autre tribunal ou le forcer à démissionner sont aussi des cas particuliers. Le harcèlement judiciaire a parfois été utilisé pour punir un magistrat pour une peine prononcée dans l'exercice de ses fonctions, ou pour avoir exprimé des opinions critiques à l'égard des autorités judiciaires ou de la réforme de la justice. Dans certains cas, des poursuites judiciaires contre des juges restent pendantes pendant des années afin d'exercer une pression permanente sur des magistrats indépendants qui ne souhaitent pas suivre les directives du gouvernement ou de leurs supérieurs dans le système judiciaire. (A/75/172, par. 58 à 60).